

Emmanuel Macron veut faire de l'Europe "une puissance du numérique"

Emmanuel Macron présentait ce 9 décembre les grands axes qu'il souhaite porter au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, qui doit débiter le 1er janvier. Son ambition se résume en une phrase : faire de l'Europe une "puissance du numérique" via des fonds de financement de startups et la finalisation d'une "vraie taxation des multinationales". Une stratégie qui n'est pas sans rappeler celle qu'il applique à la France.

Temps de lecture : minute

9 décembre 2021

Pour "réussir à créer une Europe du numérique, en tout cas à la parachever", Paris entend "européaniser" sa stratégie de soutien à "l'innovation et la croissance" des startups, notamment via la levée de fonds pour les créer, a indiqué Emmanuel Macron. La France poussera donc à la création de fonds européens pour financer ces startups et autres "acteurs du numérique" en mobilisant les "investisseurs institutionnels".

"Créer un marché intégré du numérique"

Parmi "les 10 premières capitalisations mondiales" , il y a aujourd'hui "huit entreprises de la tech et aucune européenne" , constate celui qui veut "créer un vrai marché intégré du numérique" européen aux règles "simplifiées" via la suppression des "barrières" entre les 27 États-membres. Pour aider au développement de champions européens,

l'Europe doit approfondir son "agenda d'attractivité des talents" et attirer les financements en mobilisant "l'épargne institutionnelle des Européens". Pour "ne pas subir la loi des autres puissances" , l'Europe doit poursuivre son travail de régulation qui a mené à un "accord international sur la taxation des multinationales et en particulier des géants du numérique" , a souligné Emmanuel Macron, qui veut au cours de la présidence "parachever ce travail pour une vraie taxation des multinationales".



À lire aussi

Le numérique, "priorité" de la présidence française du Conseil de l'UE

Paris avait adopté en juillet 2019 une taxe nationale dite "Gafa" (Google, Apple, Facebook, Amazon) de 3 % sur le chiffre d'affaires réalisé en France par les géants du numérique dépassant 750 millions d'euros d'activité mondiale. Durant sa présidence, la France concentrera ses efforts pour faire avancer les deux règlements de régulation du numérique, a encore dit Emmanuel Macron : l'acte pour le marché numérique (DMA), qui *"vise à éviter que les géants du numérique deviennent des monopoles sans règles"* , et l'acte pour les services

numériques (DSA), *"qui établira un régime de responsabilité des grandes plateformes au titre des produits qu'elles vendent et surtout des contenus qu'elle diffusent"*.

Article écrit par Maddyness avec AFP